

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE

► **Maitre d'ouvrage : Etablissement Public Foncier - Région Nord-Pas-De-Calais**
594 avenue Willy Brandt – CS 20003 – 59777 EURALILLE
Tél : 03.28.07.25.00 – Fax : 03.28.07.25.01

► **Opération : Habitation et Forge 1 et 3 Rue de Saulzoir – Villers en Cauchies**

► **Coordonnateur : Laurence LEFEVRE**
143 Rue Piérard – 59111 BOUCHAIN
06.11.98.40.11

DIUO le 09Février 2018

Application de la loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et les décrets d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003 définissant l'organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil, stipulant en particulier l'intégration de la sécurité dès la phase de conception, y compris pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

SOMMAIRE

<u>CHAPITRE 1</u> – RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES	pages 3-4
<u>CHAPITRE 2</u> – PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL DES TRAVAUX	pages 5 A 7
2.1- Particularité du site	
2.2- Descriptif sommaire de l’ouvrage	
2.3 – Liste des entreprises	
2.4 – Liste des intervenants	
<u>CHAPITRE 3</u> – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX INTERVENTIONS REALISEES	pages 8 A 14
3.1- Généralités	
3.2- Principes de prévention	
<u>CHAPITRE 4</u> - FICHE SIGNALETIQUE DE L’OUVRAGE	
4.1- Coordonnées du gestionnaire de l’ouvrage	page 14
FICHE D’INTERVENTION	page 15
<u>CHAPITRE 5</u> - TABLEAU MULTICRITERE DES DIFFERENTES INTERVENTIONS	
Fiche 1 Aménagement de sécurité	page 16
Fiche 2 Clôtures	page 17
Annexe 1 Evolution du DIUO	page 18

CHAPITRE 1 – RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

Extrait de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1998 :

Article L.4532-16 : Sauf dans les cas prévus à l'article L.4532-7, au fur et à mesure du déroulement des phases de conception, d'étude et d'élaboration du projet, puis de la réalisation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage fait établir et compléter par le coordonnateur un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Extrait du décret de la loi n°94-1159 du 26 décembre 1994 :

Article R. 4532-95

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage prévu à l'article L. 4532-16 rassemble, sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage, ainsi que le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22 et R. 1334-28 du code de la santé publique.

Il comporte notamment, s'agissant des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs, le dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R. 4211-3 ; Pour ce qui concerne les autres ouvrages, il comporte, dispositions prévues aux 1° à 4° de l'article R. 4211-3 et à l'article R. 4211-4.

Article R. 4532-96.

Le dossier d'intervention ultérieur est constitué dès la phase de conception de l'ouvrage par le coordonnateur qui en a la responsabilité et transmis au coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Article R. 4532-97.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis au maître d'ouvrage par le coordonnateur en fonctions lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Le dossier est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage.

Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

Article R. 4532-98.

Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur en matière de sécurité et de santé est requis, un exemplaire du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis au coordonnateur en matière de sécurité et de santé désigné par le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur apporte au dossier les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux. Les règles de transmission prévues à la présente section s'appliquent au dossier mis à jour.

Que ce soit pendant la phase réalisation de l'ouvrage ou dans le cas d'intervention ultérieure pour entretien, réparation ou démolition, les principes généraux de prévention des risques devront être appliqués.

CHAPITRE 2 – PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL DES TRAVAUX

2.1 - Particularité du site

- Maison en centre village

2.2 - Descriptif sommaire de l'ouvrage

Descriptif sommaire des travaux :

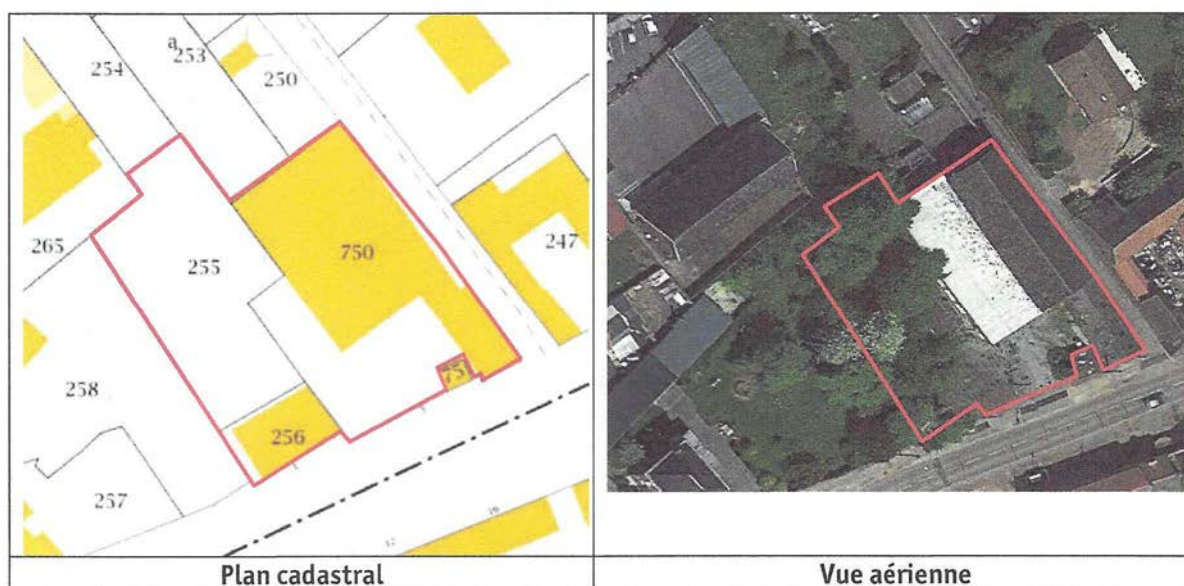
Nature des travaux réalisés

Les travaux comportent :

- la préparation administrative du chantier (DICT, PPSPS, Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante, certificats d'acceptation des déchets (CAP) et bordereaux de suivi des déchets...),
- l'installation et les frais de location de la base vie pour une durée de 2 mois,
- la réalisation et la pose d'un panneau de chantier,
- la signalisation réglementaire du chantier,
- la pose de clôture provisoire en cours de chantier en limite avec les rues de Saulzoir et Jules Guesde soit un linéaire de 100 ml,
- le débroussaillage et l'élagage sur une surface de 711 m²,
- l'abattage de 5 arbres de diamètre > 100 mm,
- la réalisation de constats d'huissier avant et après travaux intégrant : les rues Jules Guesde et de Saulzoir, le trottoir devant le site, l'état des murs et limites riverains à partir du site
- Le nettoyage général du site avec évacuation des déchets dans les filières agréées (DIB, DIS,...)
- Le retrait des matériaux contenant de l'amiante selon la réglementation en vigueur au regard du diagnostic amiante avant démolition réalisé par le cabinet Qualiconsult Immobilier (rapports 409361 du 02/08/17 et 409374 du 03/08/17) ;
- La démolition des superstructures et infrastructures, avec purge des fondations sur une profondeur de -1 mètre par rapport au niveau actuel du terrain de l'habitation et de la forge, soit une emprise au sol de 760 m² ;
- L'évacuation du local préfabriqué de la forge ;
- L'évacuation hors site des matériaux de démolition excédentaires ;
- Le terrassement et le nivellement des emprises requalifiées d'une surface de 1 862 m²,
- La démolition du mur de la forge en limite avec les parcelles 250 et 253, soit une longueur de 20m
- La réalisation d'un fossé merlon en limite avec les rue Jules Guesde et de Saulzoir
- Pose d'une clôture en panorigide a été posé en limite avec les parcelles 254, 253 et 250.

2.2.1 - Accès au chantier :

↪ Le site est accessible par la Rue de SAULZOIR



2.3- Liste des entreprises désignées

<u>Entreprise démolition</u> RENARD (mandataire) Les Onze-Muids Chemin de Mastaing BP 22 59124 ESCAUDAIN	M. RENARD M. LEMAIRE M. DELEBARRE	olivier.renard@sas-renard.fr thierry.lemaire@sas-renard.fr vincent.delebarre@sas-renard.fr	T : 03 27 44 27 67 P : 06 07 03 21 18 P : 06 64 90 78 26
<u>Entreprise désamiantage</u> ALISA D 815 rue Faubourg d'Esquerchin 59553 CUINCY	M. RIO M. BLONDEAU M. DESCAMPS	rio@alisa-depollution.com blondeau@alisa-depollution.com contact@alisa-depollution.com	T: 03 27 71 67 58

2.4 – Liste des intervenants

Intervenants	Adresse	Tél./Fax
Maître d'ouvrage :	Etablissement Public Foncier Région Nord-Pas-De-Calais 594 Avenue Willy Brandt – CS 20003 – 59777 EURALILLE	Tél : 03.28.07.25.38 Fax : 03.28.07.25.99 Représenté par Mr VIARD
Coordination SPS :	Sarl LEFEVRE – 143 Rue Piérard 59111 BOUCHAIN	Tél : 06.11.98.40.11 Fax : 03.27.25.26.38 Représentante : Laurence LEFEVRE
Inspection du travail :	Mr – Mme les inspecteurs du travail Travail – DDTEFP – rue Marc Lefranc VALENCIENNES	Tél. : 03.27.09.96.71 Fax : 03.27.09.96.09
OPPBTP :	Parc Europe – Bât 10 340 Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUIL	Tél : 03.20.52.13.14 Fax : 03.20.52.64.76
CARSAT	1, Allée Vauban 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	Tél : 03.20.05.61.61 Fax : 03.20.05.62.50
Pompiers		18 A partir d'un portable 112
SAMU		15
Police		17
MEDECINE DU TRAVAIL HOPITAL SOS MAINS LILLE	96 Rue Delory LESQUIN	A préciser par les entreprises Tél : 03.20.95.75.75
Service de déminage		03.21.21.20.00 ou SIRACEDPC 03.20.30.53.18
EDF dépannage GDF dépannage		0 810 333 559 0 800 473 333

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX INTERVENTIONS REALISEES

3.1- Généralités

Le présent chapitre définit les modalités à respecter pour limiter les risques d'accident en cas d'intervention sur les ouvrages de la section

Il concerne, principalement l'entretien des clôtures.

Ces travaux d'entretien ou de maintenance sont à réaliser à proximité immédiate de voies circulées. De ce fait, le risque majeur d'accident à prendre en compte est lié à la circulation sur ces voies.

Les mesures de prévention à mettre en œuvre concernant la signalisation temporaire découlent directement de l'application du Guide technique « signalisation temporaire » *Manuel du chef de chantier* édité par le SETRA.

3.1-1 Signalisation des interfaces et des intersections avec les voies publiques

Un arrêté sera pris par le gestionnaire de la voirie concernée, ainsi que des arrêtés complémentaires, en fonction de l'avancement des travaux. Arrêté de restriction de circulation qui devra être affiché sur des panneaux inaltérables.

La signalisation du chantier doit être conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière : Livre I signalisation des routes, définies par l'arrêté du 24 novembre 1967, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Chaque entreprise est tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Chaque entreprise met en place la signalisation nécessaire à ses propres travaux et veille au maintien de celle-ci (personne responsable qui procède chaque soir à une visite de toutes les protections, accès et signalisation)

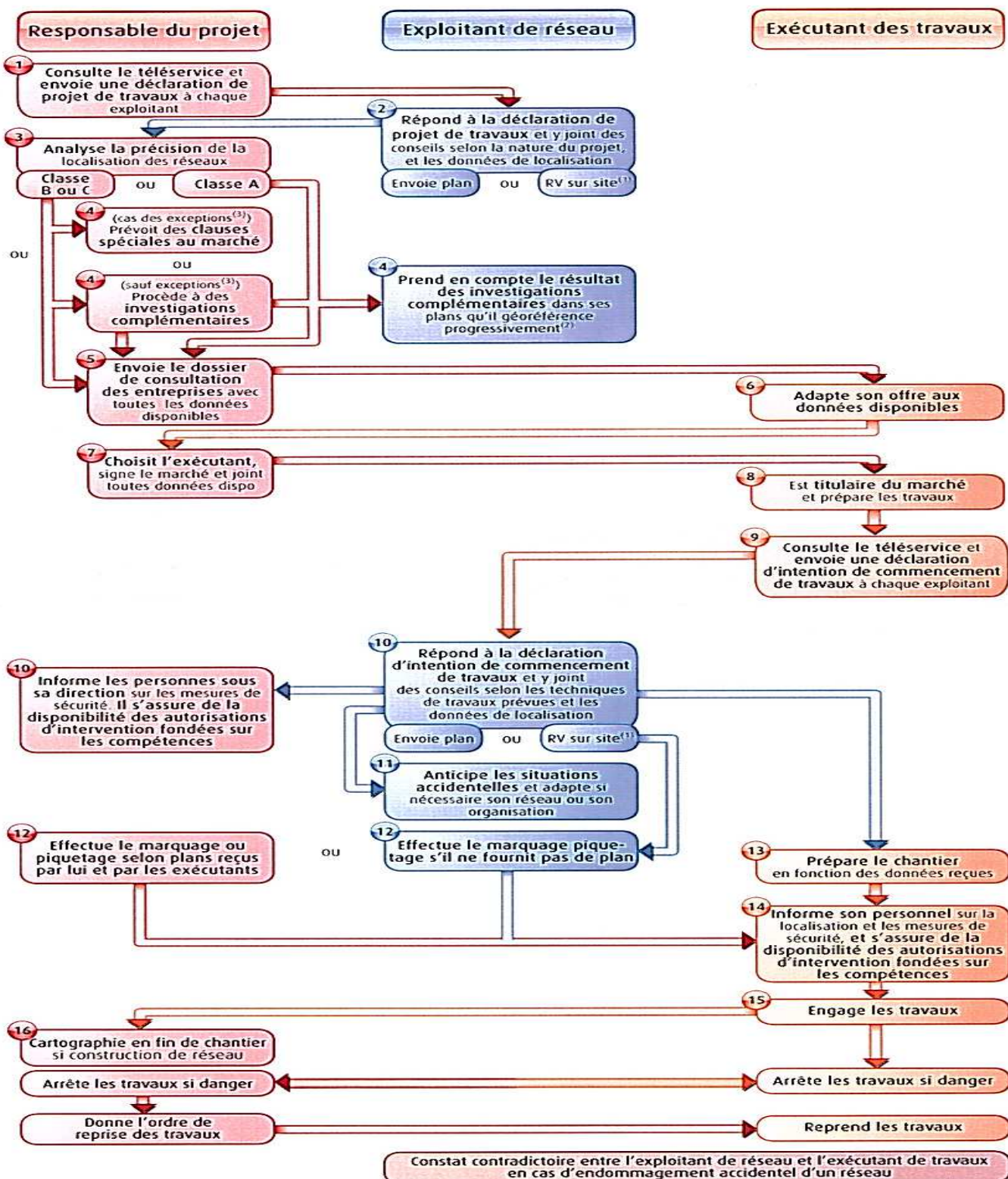
Les dispositions touchant aux protections de chantier vis-à-vis de la circulation publique feront l'objet de réunions préparatoires spécifiques.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation.

3.1-2- Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT)

Les intervenants devront demander à connaître les plans des réseaux divers existants auprès des concessionnaires (D.I.C.T), voir les plans de récolement.

16 étapes pour concevoir et réaliser vos travaux



Légende :

DT Déclaration de projet de travaux
DICT Déclaration d'intention de commencement de travaux
DCE Dossier de consultation des entreprises
T Téléservice
TMD Transport de matières dangereuses

(1) Le RV sur site pour un repérage précis est obligatoire en cas de classe de précision B ou C, pour les réseaux de TMD, et dans certains cas ceux de distribution (> 4 bar, ou travaux sans tranchée, ou centre urbain dense), soit lors du récépissé de DT, soit lors du récépissé de DICT.

(2) L'exploitant alimente le T avec ses coordonnées et les zones d'implantation de ses réseaux. Il tient ces informations à jour en permanence.

(3) Exceptions à l'obligation d'investigations complémentaires :

- travaux de très faible emprise et très faible durée,
- travaux près de réseaux non sensibles,
- travaux hors unités urbaines.

La DT est valable 3 mois à compter de la consultation du guichet unique ou d'un prestataire de services privé conventionné par l'Ineris. Au-delà, et dans le cas où le marché ou la commande avec l'exécutant des travaux n'est pas signé, la DT doit être renouvelée.

La DICT est valable 3 mois à compter de la date de réception du Récépissé. Elle doit être renouvelée dans les cas suivants :

- Les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 3 mois à compter de la consultation du guichet unique ou d'un prestataire de services privé conventionné par l'Ineris,
- Les informations relatives à l'exécutant des travaux ou aux travaux prévus sont modifiées,
- Les travaux sont interrompus pendant plus de 3 mois,
- la durée des travaux à proximité d'ouvrages sensibles pour la sécurité dépasse 6 mois et des réunions périodiques n'ont pas été planifiées dès le démarrage du chantier entre l'exécutant des travaux et l'exploitant des ouvrages sensibles.

L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours (jours fériés non compris), à réception de la DT par fax, courrier, et d'un délai de 9 jours si la DT est reçue de manière dématérialisée (solution de gestion des prestataires d'aide) pour répondre en adressant un Récépissé de DT (RDT). Il dispose d'un délai de 7 jours (jours fériés non compris), à réception de la DICT, pour répondre en adressant un Récépissé de DICT (RDICT).

Dans le cas d'absence de réponse de la part du concessionnaire, l'entreprise adresse un courrier de relance en recommandé avec accusé de réception.

Si le concessionnaire ne répond pas sous 2j :

- Les travaux peuvent démarrer si l'absence de réponse vient d'exploitant de réseaux non sensibles
- Les travaux sont ajournés dans le cas de réseaux sensibles.

Obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018

Voir ci-dessous



Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux AIPR

(application de l'article R. 554-31 du code de l'environnement et des articles 21 et 22 de son arrêté d'application du 15 février 2012 modifié)

cerfa
N° 15465*01

Coordonnées de l'employeur

*champs facultatifs

Nom (ou dénomination) : _____ N° SIRET * : _____
 Complément / Service : _____
 Lieu-dit / BP : _____
 N° : _____ Voie : _____
 Code Postal : _____ Commune : _____
 Tél : _____ Courriel * : _____

Domaine de compétence couvert par l'AIPR

La présente Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) vaut pour:
La conduite d'engins ou la réalisation de travaux urgents (Opérateur)

Nota : l'AIPR comme Concepteur vaut AIPR comme Encadrant ou Opérateur, et l'AIPR comme Encadrant vaut AIPR comme Opérateur.

Bénéficiaire de l'AIPR

M. ☐ / **Mme.** ☐ NOM : _____ Prénom : _____

Pièce justificative de l'AIPR

- ☐ Un **Certificat, Diplôme ou Titre** de qualification professionnelle datant de moins de 5 ans
 Nature du certificat, Diplôme ou Titre : _____
 Date de délivrance : _____
- ☐ Un **CACES** (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) en cours de validité
 Nature du CACES : _____
 Nom de l'organisme émetteur : _____
 Date limite de validité : _____
- ☐ Une **Attestation de compétences** en cours de validité, obtenue après examen par QCM dans un centre d'examen agréé
 Nom du centre d'examen : _____
 N° de ticket : _____ Date limite de validité : _____
- ☐ Un **Certificat, Titre ou Attestation** de niveau équivalent à l'un des 3 mentionnés ci-dessus **délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne**
 Nature du certificat, Titre ou Attestation : _____
 Nom de l'organisme émetteur : _____
 Date limite de validité : _____

Nota : cocher une seule des 4 cases ci-dessus et joindre systématiquement à l'AIPR la pièce justificative.

Date limite de validité

La présente autorisation est valable jusqu'au _____ ⁽¹⁾

(1) : Indiquer la date limite de validité de la pièce justificative, ou à défaut de date limite de validité, 5 ans à compter de la date de délivrance de la pièce justificative.

Signature

Nom et qualité du signataire : _____ Signature : _____
 Fait à _____ le _____

La présente AIPR n'a pas de valeur pour l'application d'autres réglementations que celle mentionnée dans le titre ; elle ne dispense pas non plus des autorisations nécessaires le cas échéant pour l'accès aux ouvrages des exploitants. Elle peut prendre une forme différente du présent modèle, et être notamment intégrée dans un Passeport du salarié regroupant tous ses titres.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

3.1.2- Echafaudages :

Les échafaudages doivent être conformes aux réglementations et normes en vigueur.

Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle sans toutes les garanties de mise en sécurité du personnel sera immédiatement évacué du site.

Une recherche de mise en place d'échafaudage collectif de pied pour les travaux de couverture et travaux extérieurs en façade doit être faite et détaillée dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les échafaudages doivent être montés par des équipes spécialisées, compétentes. Se reporter à la recommandation R408 de la CRAM. Prendre connaissance des pages suivantes (ou *oppbtp outil pratique N° B2 L 01 06*)

ECHAFAUDAGES

Type	Hauteur maximale de plancher suivant la norme	Charge d'utilisation
Plates-formes individuelles légères <i>norme NF P 93-353</i>	1m	150kg
Plates-formes individuelles roulantes <i>norme NF P 93-352</i>	2,50m	2 classes : 150 et 250kg
Echafaudages roulants pré-fabriqués de faible hauteur <i>norme NF P 936-520</i>	2,50m	200kg/m ²
Echafaudages roulants <i>norme NF P HD 1004</i>	8m à l'extérieur, 12m l'intérieur	2 classes : 150 à 200kg/m ²
Echafaudage de pied <i>norme NF P HD 1000</i>	31m	6 classes : 75 à 600kg/m ²

3.1.3- Echelles

CIRCULATION ET ACCES SUR LE CHANTIER

L'échelle est un moyen d'accès pas un poste de travail

(Extrait du Guide Accueil Sécurité destiné au personnel des entreprises de Gros Oeuvre)



Pour éviter qu'elle ne bascule ou ne glisse, l'échelle doit être correctement positionnée



Calée en pied



Fixée en tête



5 échelons se chevauchant



L'échelle doit dépasser d'au moins un mètre le plan supérieur d'accès



Utilisez une échelle en bon état



Descendez toujours face à l'échelle-









Travaillez à partir de plates-formes stables



3.1.4 - PEMP

Plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP) (CACES R. 386)

Type \ Groupe	Groupe A Elévation verticale	Groupe B Elévation multidirectionnelle
Type 1 La translation n'est admise qu'avec la plate-forme de travail en position de transport (position repliée).		
Type 2 La translation de la plate-forme de travail en position haute ne peut être commandée que par un organe situé sur le châssis.		
Type 3 La translation de la plate-forme de travail en position haute peut être commandée par un organe situé sur la plate-forme de travail.		

3.2- Principes de prévention

3.2-1 Protections individuelles

Outre les protections individuelles nécessaires à la réalisation des tâches (chaussures de sécurité, casques, gants, lunettes etc..) chaque personne intervenant sur le domaine routier doit porter un vêtement de signalisation haute visibilité de classe 2 ou 3 conforme à la norme EN 471.

CHAPITRE 4- FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'OUVRAGE

4.1- Coordonnées du gestionnaire de l'ouvrage :

Etablissement Public Foncier – Région Nord-Pas-De-Calais
 594 Avenue Willy Brandt – CS 20003 – 59777 EURLILLE
 Tél : 03.28.07.25.00 – Fax : 03.28.07.25.01

FICHE D'INTERVENTION

N° Fiche	Indice	Corps d'état concerné	Ouvrage ou équipement
01	0	Aménagement de sécurité	Entretien courant
02	0	Clotures	Entretien courant

Observations :

- ⇒ Les mesures arrêtées ne dispensent pas les chefs d'entreprises intervenants, de procéder à l'analyse des risques propres à leur interventions et de prendre des mesures de prévention complémentaires.
- ⇒ Les fiches sont établies en tenant compte des techniques, des ouvrages, de la configuration des lieux et de l'environnement existant à la date de leur création. En cas d'évolution ou de modification de ces facteurs, la fiche devra être mise à jour à un nouvel indice.
- ⇒ En cas de travaux entrepris sans coordonnateur SPS et qui viendraient modifier les caractéristiques citées aux paragraphes ci-dessus, le Maître d'Ouvrage ordonnateur de ces travaux, devra procéder aux modifications des fiches du dossier d'intervention ultérieur en conséquence.

DIUO INVENTAIRE DES RISQUES ET MOYENS DE PREVENTION		
Date d'établissement de l'opération : 18 Octobre 2017	Révision : 09 Février 2018	Fiche n°1

AMENAGEMENTS DE SECURITE

Localisation	Concerne	Risques potentiels	Dispositifs et prévention ou procédure à respecter
Sur la longueur	Entretien courant	Risque de chute	Description des ouvrages Débroussaillage Mesures de prévention a) Signalisation et isolation de la zone d'intervention b) Toujours au minimum deux opérateurs qualifiés et habilités par intervention c) Ne pas laisser de matériel et d'outils sans surveillance

Photos	Documents à consulter
	Plan de récolement

DIUO INVENTAIRE DES RISQUES ET MOYENS DE PREVENTION		
Date d'établissement de l'opération : 18 Octobre 2017	Révision : 09 Février 2018	Fiche n°2

CLOTURES

Localisation	Concerne	Risques potentiels	Dispositifs et prévention ou procédure à respecter
--------------	----------	--------------------	--

Clôture en fond de parcelle	Entretien courant	Risque de chute au niveau du dénivelé Manutention	Mesures de prévention a) Demande de DICT avant tout travaux de terrassement b) Port des protections individuelles adaptées aux travaux c) Toujours au minimum deux opérateurs qualifiés et habilités par intervention d) Transport de charges lourdes. Utilisation de matériel adapté
-----------------------------	-------------------	--	--

Photos	Documents à consulter
	Plan de récolement

ANNEXE – EVOLUTION DU DIUO

Date	Travaux réalisés	Références des documents modifiés ou ajoutés

Au cas où des travaux seraient entrepris sans coordonnateur, le maître d'ouvrage devra veiller au complément éventuel à apporter au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.